



Communiqué de presse – Coordination Européenne Via Campesina et Uniterre

## **Alors que l'UPOV fête ses 50 ans, les paysans protestent contre une institution au service de l'industrie semencière**

Genève – Jeudi 20 octobre 2011.

Aujourd'hui entre midi et 14h plus d'une centaine de paysans, membres d'associations et citoyens engagés se sont réunis en face de l'UPOV (Union Internationale pour la Protection des Obtentions Végétales), pour protester à l'occasion du cinquantième anniversaire de l'institution. Leur mot d'ordre était "Pour la reconnaissance immédiate du droit des paysan-ne-s de ressemer et d'échanger librement leurs semences, les protéger de la biopiraterie et des contaminations par des gènes brevetés. Non à la mainmise des multinationales semencières, au COV de 1991 et à toute forme de brevets sur les plantes, les parties de plantes, leurs gènes ou les procédés d'obtention."<sup>1</sup>

1. Un arbre a été planté devant l'institution afin de symboliser le fait que les paysans y détiennent désormais le statut d'observateurs. Ils y ont montré leur détermination par l'exécution symbolique du "kata de la houe". Puis des sachets de semences "illégaux" ont été distribués et ces dernières semées aux alentours afin d'illustrer les causes de leur combat. Les personnes acceptant ces semences sont aujourd'hui considérées comme "receleurs". Pierre Vanek, Philippe Sauvin (solidaritéS), Robert Cramer, Clement Toluso et Anne Mahrer (Verts), candidats aux élections fédérales, font partie de ceux qui ont accepté des sachets.

*"En ce qui concerne les semences, la situation est depuis longtemps intolérable pour les paysans, et cela risque encore d'empirer. Le problème soulevé ici touche en réalité l'ensemble des citoyens, puisque la question de l'accès, la libre reproduction et l'échange de semences par les paysans est le seul moyen d'éviter que les multinationales, par l'intermédiaire de l'UPOV, ne s'approprient et privatisent par les semences toute la chaîne alimentaire, et donc le vivant."*, a dit Pierre-André Tombez, du syndicat agricole Suisse Uniterre.

Le droit des paysan-ne-s de ressemer et d'échanger leurs semences de ferme est pourtant indispensable à l'adaptation des cultures aux changements climatiques et à l'adaptation locale qui permet seule de diminuer l'usage des engrais et des pesticides chimiques. Il est le garant de la sécurité du stock semencier, et donc de la sécurité alimentaire.

*"Les paysans et paysannes ont toujours gardé une partie de leur récolte pour la ressemer et l'échanger entre eux. Que l'UPOV le veuille ou non, ils et elles vont continuer à le faire. Il en va de l'avenir de l'agriculture, de la paysannerie et des générations futures. Le droit de garder, semer, et échanger les semences est la base permettant la réalisation de la Souveraineté Alimentaire."*, a ajouté Josie Riffaud, du Comité de Coordination de ECVC.

CONTACTS – Uniterre : Valentina Hemmeler +41796721407 / ECVC : Guy Kastler +33603945721

---

1 Voir l'appel à rassemblement, ci-joint.